

Extrait du El Correo

<http://www.elcorreo.eu.org/L-offensive-des-USA-contre-le-Venezuela-et-le-VII-Sommet-des-Ameriques>

L'offensive des USA contre le Venezuela et le VII Sommet des Amériques

- Notre Amérique - Terrorisme d'Etat - Etats-Unis d'Amérique et ses alliés -

Date de mise en ligne : lundi 30 mars 2015

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

L'Amérique Latine et les Caraïbes, principalement les nations de l'Alliance Bolivarienne pour les Peuples de Notre Amérique (ALBA), et en particulier, le Venezuela, sont le théâtre d'opérations d'un jeu géopolitique sourd entre les États-Unis d'Amérique et ses alliés de l'OTAN, contre la Chine et la Russie, deux puissances émergentes qui ont développé des liens économiques et de coopération technico-militaire avec des pays situés dans ce que d'usage Washington considère comme son « *espace vital* ».

Rarement comme aujourd'hui -après le récent décret présidentiel de Barack Obama qui a désigné le Venezuela comme une « menace extraordinaire à la sécurité nationale et à la politique extérieure des États-Unis d'Amérique » , les concepts brandis par [Nicholas J. Spykman](#) en 1942, quand après avoir défini la « Méditerranée Américaine » (qui comprenait le littoral du golfe du Mexique et la mer caribéenne, le Mexique, l'Amérique centrale, la Colombie, le Venezuela et la ceinture d'îles qui se succèdent depuis la Trinité à la pointe de la Floride, Cuba incluse), ont pris toute leur dimension ; il avait dit que cette région devait rester sous « la tutelle exclusive et indiscutée » de Washington.

Dans son oeuvre les « *États-Unis face au monde* », écrite trois ans avant la fin de la Deuxième Guerre mondiale, après avoir exposé la doctrine géopolitique de l'impérialisme telle que la classe dirigeante étasunienne la concevait, Spykman dit d'une façon crue éloquente : « *Cela implique pour le Mexique, la Colombie et le Venezuela une situation de dépendance absolue à l'égard des États-Unis, de liberté simplement nominale ...* »

En 1973, le boycott de livraison d'hydrocarbure de l'Organisation de Pays exportateurs de Pétrole (OPEP) aux États-Unis, a mis en lumière la vulnérabilité de l'hégémon du capitalisme mondial. Depuis ce temps-là, les stratèges du complexe militaro-industriel ont dessiné et ont mis en pratique une série de projets géopolitiques -ou de conquête de l'espace dans leur zone d'influence , aux dépens des nations faibles ou qui offrent peu de résistance, incluant la colonisation, l'annexion ou la conquête.

Quatre décennies après, les États-Unis ont façonné l'Amérique du Nord comme un espace géopolitique sous la domination économique - financière des entreprises ayant leur siège sur son territoire et le contrôle militaire du Commando Nord du Pentagone. Et bien qu'en 2005 à Mar del Plata la Zone de Libre-échange des Amériques (ALCA) échoua, la liberté du Mexique et de la Colombie est aujourd'hui simplement nominale, comme l'avait annoncé Spykman en 1942, et leurs territoires ont été militarisés par l'empire US. Seuls, le Venezuela, Cuba et le Nicaragua échappent à ce dessein.

En plus de son importance géopolitique pour la défense du territoire continental des États-Unis dans l'optique d'un éventuel conflit armé avec une autre puissance, le Venezuela est le pays ayant la plus grande quantité de réserves prouvées d'hydrocarbure. De même, sous le leadership indiscuté de Hugo Chávez, le Venezuela a été le promoteur de l'ALBA et a promu l'UNASUR (l'Union de Nations Sudaméricaines) et la CELAC (la Communauté des États Latinoaméricains et Caribéens), gênant les plans pour une intégration verticale du sous-continent, dessinés par la Maison Blanche et le gouvernement de l'ombre des grandes entreprises étasuniennes.

Washington et le putschisme sans relâche

Les considérations précédentes expliquent les tentatives successives sous le manteau de Washington pour mener à bien « changement de régime » au Venezuela : depuis le coup d'État civil-militaire-oligarchique d'avril 2002 (le premier coup médiatique du XXIe siècle), et l'*Opération Septembre Noir* de la fin de cette même année et du début 2003 - le dit « [coup pétrolier](#) » qui a suivi les directives du Dossier Confidentiel Numéro. 5, stratégie subversive des capitaines de l'industrie, des grands propriétaires terriens, éleveurs et la dite nomenclatura administrative des Pétroles de Venezuela (Pdvsa), sous la couverture politique et idéologique des principales entreprises multimédia du

Venezuela et des Amériques , en passant par diverses opérations clandestines et différentes modalités de la guerre à spectre complet (« coup d'état doux », guerre de faible intensité, guerre asymétrique, de l'information ou du quatrième génération, guerre économique et terrorisme des médias), jusqu'au Coup d'Etat raté du 11 et 12 février 2015.

À ce sujet, on peut rappeler qu'avec comme axe une stratégie à plusieurs voies, l'escalade politico-propagandistique avait commencé en décembre dernier [Lire : [L'Espagne et la tertiarisation du chaos au Venezuela](#) de Carlos Fazio. El Correo, Paris, 29/09/2014] quand, au moment où on annonçait des négociations pour une reprise prochaine des relations diplomatiques avec Cuba, le président Obama a fait entrer en vigueur « la Loi pour la défense des droits de l'homme et de la société civile au Venezuela », une mesure d'ingérence en violation avec le droit international, approuvée par le Congrès. La nouvelle loi extraterritoriale, pièce centrale dans l'étape pour un changement de régime au Venezuela, est une réplique perfectionnée de ce que le même Obama, alors sénateur, avait jugé inefficace pendant plus de 50 ans contre Cuba.

À partir du mois janvier 2015, les plans tendant à générer un nouveau climat d'angoisse économique et de violence chaotique déstabilisatrice se sont développés, ce qui a coïncidé avec le premier anniversaire des « *guarimbas* » [mot vénézuélien pour désigner des actes de vandalisme, des événements violents] de février 2014. Objectif ? Renverser Nicolás Maduro, président constitutionnel de la République Bolivarienne du Venezuela, dont on a fabriqué une image de gouvernant autoritaire et irrespectueux des droits de l'homme.

L'opposition vénézuélienne huilée par les millions tirés des contribuables des États-Unis à travers des agences officielles de Washington comme *l'Agence pour le Développement International (USAID)* et des fondations du même genre comme la *National Endowment for Democracy (NED)* et la *Freedom House* ; la guerre économique reposant sur la pénurie de produits de première nécessité -en particulier les aliments de base, les médicaments et les produits d'hygiène pour provoquer la colère et le malaise dans la population ; le réseau étendu de médias privés de l'hémisphère occidentale ont fait leur travail comme élément de la guerre psychologique et du terrorisme médiatique. A l'intérieur du pays, leur mission principale était de générer un climat de peur et d'horreur paralysant à travers des outils habituels comme l'appropriation, la pénurie, le marché noir, l'inflation, l'usure, les campagnes de rumeurs et la violence de rue, et à l'extérieur du pays, d'encourager une corrélation des forces internationales qui avalisent tacitement la démarche putschiste et, une fois là, une éventuelle intervention militaire du Pentagone.

Donc à vrai dire, il s'agissait de la deuxième phase de l'opération subversive ratée mise en oeuvre au début de 2014 pour faire tomber le Président élu Nicolas Maduro. « LA SORTIE » -comme l'extrême-droite Vénézuélienne au plan séditieux, l'a nommée, pour sortir le président légitime du Venezuela du Palais de Miraflores , a culminé avec un bilan de 43 morts et a amené en prison l'un des leaders de l'émeute, Leopoldo López, dirigeant du *Parti Volonté Populaire*.

Dès lors, une de ses complices dans l'aventure conspiratrice, l'effrénée ex-congressiste Marie Corina Machado -signataire du Décret Carmona pendant le coup d'État d'avril 2002 , avait pris les rênes de la nouvelle tentative de coup d'état avec l'appui de l'ambassadeur des États-Unis en Colombie, Kevin Witaker. « Nous disposons d'un chéquier plus fort que celle du régime pour briser les anneaux de sécurité », a dit Machado, qui depuis des années cultive les faveurs des membres du Congrès Cubano-Us de Miami, comme Marco Rubio, Iliana Ros Lethinen et Mario Díaz Balart, et ceux du maire de la ville Doral du sud de la Floride, Luigi Boria.

Le facteur Brownfield

Dans le cas vénézuélien, la genèse de l'intervention actuelle US renvoie au Comité des 40 (une dénomination prise par la Décision-Mémorandum Numéro. 40 du Conseil de Sécurité National des États-Unis), réuni par le secrétaire d'État Henry Kissinger en juin 1970 pour dessiner une stratégie de « PROFIL BAS, OU EN SOUS MAIN » destinée à

L'offensive des USA contre le Venezuela et le VII Sommet des Amériques

faire avorter « la voie pacifique du socialisme » de Salvador Allende au Chili. Le plan du Pentagone et de l'Agence Centrale d'Intelligence (CIA) de l'époque de Richard Nixon, comprenait :

- 1) création du chaos économique ;
- 2) des actions paramilitaires ;
- 3) offensive de propagande ;
- 4) financement des secteurs de droite, et
- 5) infiltration et divisionnisme dans la gauche chilienne.

Se basant sur cette stratégie -appliquée après avec des variantes contre le Nicaragua sandiniste, la Grenade et le Panama , en août 2004 Washington avait envoyé à Caracas l'ambassadeur William Brownfield. Assigné au Bureau d'Initiatives pour la Transition du Venezuela (OIT), la principale mission de Brownfield était d'élaborer un plan à long terme pour renverser Hugo Chávez. Dans un câble diplomatique du 9 novembre 2006, diffusé sur le portail Wikileaks, le diplomate rappelait à ses chefs au sein du Département d'État les directrices établies deux ans auparavant dans le dénommé « *Plan de cinq points contre le Gouvernement Bolivarien* » :

- 1) Renforcer les institutions démocratiques ;
- 2) S'infiltrer dans la base politique de Chavez ;
- 3) Diviser le chavisme ;
- 4) Protéger les affaires vitales des États-Unis, et
- 5) Isoler Chavez internationalement.

L'OIT pour la Venezuela a été fermée en 2010, mais ses fonctions ont été transférées au bureau pour l'Amérique Latine de l'USAID, un vieil écran des actions d'ingérence et de la guerre psychologique de la CIA et du Pentagone.

Reposant sur ces antécédents, la mise en ambiance ou le « tour de chauffe » médiatique de la nouvelle offensive déstabilisatrice contre le Venezuela [[Lire aussi sur sa préparation : a disposé, vers le milieu de janvier dernier, de la présence à Caracas des ex-présidents de la Colombie, du Chili et du Mexique -Andrés Pastrana, Sebastián Piñera et Felipe Calderón, respectivement , invités à un forum par Marie Corina Machado et le parti Volonté Populaire. L'autre des objectifs était d'aller voir en prison Leopoldo López, érigé par Washington comme nouveau « combattant de la liberté », selon l'expression estampillée par Ronald Reagan pour les « contras » nicaraguayens et Oussama Ben Laden saoudien dans les années 80.

La trame de la déstabilisation a été complétée, à la fin d'un janvier, avec la désertion de Leamsy Salazar, lieutenant de vaisseau des Forces armées Nationales Bolivarienne. En qualité de « témoin » protégé », le déserteur Salazar a déclaré devant un tribunal de New-York que le président de l'Assemblée Nationale du Venezuela, Diosdado Cabello, était le chef d'un présumé cartel *Los Soles*. « L'exclusivité », a été obtenue par le quotidien neofranquiste espagnol *ABC*, qui s'est basé sur des « des sources proches de l'investigation », et elle a été bien amplifiée au Mexique par les journaux *Excelsior* et *La Razon* qui, curieusement, n'ont cité comme source aucune agence internationale d'information, donc il est permis de croire que dans les trois cas ce fut de la désinformation semée d'intentions subversives et à des fins de propagande.

Au sein du plan conspirateur en cours, ce n'est pas rien que William Brownfield -le « diplomate » qui en 2004 a élaboré le Plan en cinq points pour renverser Chavez et qui ensuite a exercé la fonction d'ambassadeur en Colombie de 2007 à 2010 , valide la « consistance » du reportage d'*ABC*, qui implique Cuba et les FARC dans sa trame insolite. Ce n'est pas non plus rien que Brownfield soit actuellement secrétaire d'État adjoint des États-Unis pour les Narcotiques et la Sécurité internationale.

Les fonds pour la subversion

Un autre élément clef du plan élaboré par Brownfield en 2004, est le financement des ONGs, des fondations, des associations et des partis d'opposition vénézuéliens, encadré dans la rubrique « défendre et renforcer des pratiques démocratiques, les institutions et les valeurs qui promeuvent les droits de l'homme et la participation de la société civile ». Le budget actuel des États-Unis (pour octobre 2014 jusqu'à octobre 2015) comprend cinq millions de dollars, et la dotation prévue pour l'exercice comptable prochain rajoute 500 000 dollars. De la même manière, Washington a intégré une nouvelle modalité qui consiste en enregistrer les ONGs vénézuéliennes comme des sociétés aux États-Unis, ce qui facilite la dotation de fonds et de surcroît elles peuvent avoir des contrats de sous-traitance par des entreprises US.

Parmi les organisations réceptionnant des fonds des contribuables des États-Unis d'Amérique figurent la *Nueva Conciencia Nacional* ; la *Fundacion Futuro Presente* ; *Humano y Libre*, de Gustavo Tovar Arroyo, qui a organisé en 2010 la dénommée Fête Mexicaine pour entraîner des dirigeants étudiantins de l'extrême droite vénézuélienne à des méthodes de déstabilisation ; *Espacio Civil* ; *Operacion Libertad* ; *Mujer y Ciudadanía* ; *Ventana por la libertad* ; *Súmate y Consorcio Desarrollo y Justicia* les deux liées à la putschiste Marie Corina Machado.

L'USAID, qui en 2011 a envoyé plus de 9 millions de dollars sur les 20 millions mis à disposition pour la déstabilisation des pays de l'ALBA, a en 2013 dédié 5 786 millions de dollars pour des programmes subversifs au Venezuela, principalement pour la formation de nouveaux jeunes leaders capables de s'illustrer dans l'affrontement avec le gouvernement. Le budget pour 2014 n'a pas été encore publié, probablement pour tenter de contourner les difficultés provoquées par les révélations et les mises en cause de l'agence AP sur le travail de l'USAID contre Cuba.

De plus, les programmes US pour la subversion au Venezuela comprennent le *National Endowment for Democracy* (NED), qui en 2014 a destiné plus de 2, 3 millions de dollars à des organisations anti-bolivariennes, et la *Freedom House*, amplement dénoncé pour ses liens avec la CIA, qui maintient sa politique de consultation et de financement de l'opposition vénézuélienne, en approfondissant les stratégies de guerre psychologique et de campagne médiatique comme élément des techniques des « *révolutions de couleurs* » et de « coup d'état doux » de Gene Sharp, de Robert Helvey et de Peter Ackerman.

Dans son rapport mondial annuel sur la liberté d'expression, *Freedom House* place le Venezuela comme l'un des pays où n'existe pas de liberté de la presse, ni d'expression et où les droits de l'homme sont violés ; le programme d'Obama, donc. En revanche on peut remarquer, que dans ce pays, existe une hégémonie des médias privés. Selon Luis Britto García, en 1998 le secteur privé était propriétaire de 80 % des stations de télévision et de 97 % des stations radio de la bande FM, et il n'y avait pas de médias communautaires. Ces médias privés se caractérisaient par une concentration élevée de la propriété, qu'elle soit horizontale et/ou verticale. Actuellement au Venezuela 2 896 médias opèrent ; 2 332 sont des entreprises privées. 65,18 % continuent à être privées et 30,76 % sont communautaires ; à peine 3,22 % sont du service public. Le changement principal se trouve dans la multiplication des médias communautaires, qui dans leur majorité ont peu de portée et tendent à avoir un temps limité.

Pour la radio, il y a 1 598 stations privées, 654 communautaires et à peine 80 de service public. Pour la télévision non cryptée, 55 canaux sont privés, 25 sont communautaires et 8 de service public. Presque tous les médias privés sont d'opposition, donc prétendre que l'État exerce une « hégémonie communicationnelle » avec les faibles moyens dont il dispose, comme *Freedom House* le claironne, c'est un mensonge qui peut seulement être interprété comme un élément d'une opération de guerre psychologique et de propagande noire pour exacerber la panique, pour déstabiliser le pays, pour générer une situation incontrôlable et pour provoquer des violences destinées à renverser par la voie de la terreur le gouvernement bolivarien. [Comme en Syrie, Ukraine, etc. NDLT]

La faiblesse d'Obama et le risque interventionniste

L'offensive des USA contre le Venezuela et le VII Sommet des Amériques

Dans ce contexte, les 11 et 12 février le gouvernement vénézuélien a annoncé avoir déjoué un « attentat putschiste » qui comptait avec la participation d'officiers actifs et de retraités de l'aviation militaire et d'autres éléments des Forces armées Nationales Bolivarienne, et dont l'objectif était de bombarder depuis un avion Tucano le Palais de Miraflores et de tuer le président Nicolás Maduro. D'autres cibles de la dite *Opération Jéricho* étaient le Ministère de la Défense et les studios du canal de télévision Télésur, pour semer le chaos et la confusion.

Il est prévisible que devant le nouvel échec putschiste, et compte tenu de l'intérêt géopolitique dans la stratégie subversive de Washington envers le Venezuela, le président Obama et ses alliés d'extrême-droite de la région essaieront de raréfier le climat du prochain *Sommet des Amériques*, prévu pour la deuxième semaine d'avril au Panama. Avec la « *déclaration de guerre* » d'Obama, il est clair que les Etats-Unis d'Amérique ne sont pas intéressés par la démocratie et les droits de l'homme au Venezuela ; ce que lui importe, en revanche, c'est le pétrole et la position géographique du pays Sud-Américain. L'intérêt de la Maison Blanche est de réaffirmer sa politique de domination régionale, défiée par la Chine et la Russie ; restaurer le contrôle historique dans sa zone d'influence, auquel résistent aujourd'hui comme jamais auparavant des pays regroupés dans l'UNASUR, la CELAC et l'ALBA.

Dans la conjoncture actuelle, les mots d'Obama, accusant le Venezuela d'être une « *menace* » à la sécurité nationale des États-Unis, en plus d'être ridicules, sont une expression claire de l'évolution classique des politiques d'agression impériale, qui vont de la rupture de l'ordre constitutionnel, des coups d'état doux et des révolutions de couleurs à une éventuelle intervention militaire directe du Pentagone. Comme l'a dénoncé l'ex-vice-président vénézuélien José Vicente Rangel, Washington dispose de 1 600 paramilitaires prêts à la frontière de la Colombie, en face des états Zulia et Táchira, 800 dans chaque zone limitrophe. C'est là le vrai danger à l'heure actuelle.

Dans ce contexte, la guerre médiatique et économique et l'introduction de sanctions des États-Unis contre le gouvernement vénézuélien, ne font qu'affaiblir l'image d'Obama vis-à-vis du *VII Sommet des Amériques* organisé par l'OEA (l'Organisation d'États Américains). Nicolás Maduro arrivera au rendez-vous avec le soutien international, et il reste bien clair que, après avoir défendu le Venezuela, les présidents des pays de la région défendent la souveraineté et l'unité de Notre Amérique martienne [de José Martí] et bolivarienne.

Carlos Fazio para [Rebelión](#)

[Rebelión](#). Espagne, 27 mars 2015

Traduit de l'espagnol pour [El Correo](#) par : Estelle et Carlos Debiasi

[El Correo](#). Paris, 30 mars 2015.

[[Contrat Creative Commons](#)]

Cette création par <http://www.elcorreo.eu.org> est mise à disposition selon les termes de la [licence Creative Commons Paternité - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 3.0 Unported](#). Basée sur une oeuvre de www.elcorreo.eu.org.